

<https://www.pressegauche.org/Venezuela-debat-L-effondrement-d-une-societe-et-les-remue-menage-entre>



**Venezuela-débat.**

# **L'effondrement d'une société et les remue-ménage entre gouvernement et opposition**



- International - Amérique latine -  
Date de mise en ligne : lundi 25 mars 2019

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**La lecture du rapport publié ci-dessous - qui s'inscrit dans un suivi régulier de la situation au Venezuela - démontre la complexité de la situation interne et l'entrecroisement des négociations entre le gouvernement et l'opposition, et les différents courants existants au sein des deux pôles. Il ne s'agit pas de sous-estimer l'intérêt pour des forces impérialistes d'écartier le gouvernement Maduro.**

Tiré de [À l'encontre](#).

Mais réduire le conflit actuel à un strict affrontement entre le gouvernement Maduro et les forces impérialistes prêtes à une intervention débouche sur une double impasse. D'une part, une incompréhension de la situation interne ayant trait aux positions divergentes dans les instances de l'administration états-unienne et, d'autre part, un manque d'appréhension des négociations multiples nourries par la profondeur de la crise socio-économique au Venezuela et les rapports de forces mouvants, qui ne basculent pas clairement dans un sens ou un autre, entre gouvernement et opposition. Ainsi, réduire une orientation politique à la seule dénonciation de la politique impérialiste des Etats-Unis aboutit à dédouaner la pratique politique, sociale et économique de la bolibourgeoisie représentée par Maduro - qui certes possède encore une base sociale, entre autres clientélaire - et à négliger les questions relevant des droits sociaux et démocratiques à la faveur d'une stricte affirmation du « droit à l'autodétermination », autodétermination qui reposerait dans les seules mains du gouvernement Maduro et de son clan militaro-politique, et non pas une autodétermination prenant racine dans les besoins et les droits d'une majorité populaire. (Rédaction A l'Encontre)

\*\*\*\*\*

Le dimanche 17 mars 2019, la vice-présidente de la république Delcy Rodríguez [en poste depuis le 14 juin 2018] a tweeté que Nicolás Maduro avait demandé la démission de tous les ministres du cabinet avant une « profonde restructuration des méthodes et du fonctionnement du gouvernement ». Selon une source liée à la direction du parti au pouvoir (PSUV - Parti socialiste unifié du Venezuela), Maduro envisage de nommer un cabinet composé d'officiers militaires actifs et retraités et de membres du groupe du Frente Francisco de Miranda [1]. Le gouvernement, indique cette source, serait un « gouvernement de guerre ». Les ministres potentiels ont été avertis qu'ils devaient être prêts à défendre le régime « jusqu'aux ultimes conséquences » et leur nomination signifierait qu'ils ont accepté de le faire. La source du PSUV a averti que si ce gouvernement de guerre était finalement nommé, ce serait le début d'une « étape beaucoup plus dure pour la société ».

Nous pensons que l'instauration d'un « gouvernement de guerre » serait une erreur stratégique de la part de Maduro. Sur le court terme, cette rénovation gouvernementale lui permettrait de s'assurer le soutien de l'exécutif pour réprimer les manifestations, pour utiliser les services de sécurité et les milices afin d'attaquer l'opposition et faire face à la montée des conflits sociaux en raison de la détérioration attendue du niveau de vie suite aux récentes sanctions, entre autres dans le domaine pétrolier.

Toutefois, le fait d'écartier des éléments plus modérés du PSUV aboutit au fait qu'ils n'ont plus aucune raison de soutenir le gouvernement - sur le plan politique ou opérationnel - ou d'être partie prenante à ses actions criminelles et aux violations des droits de la personne. Particulièrement face à la menace d'un gouvernement futur dirigé par l'opposition qui pourrait bientôt en arriver à régler les comptes. La décision de Maduro les pousserait en fait à chercher un moyen de s'extraire du régime, pour se protéger en tant que personne. Dans notre rapport pour 2019 - publié en décembre 2018 -, nous avons estimé que Maduro se devait de regrouper dans le cercle gouvernemental les éléments plus modérés du PSUV qu'il avait progressivement écartés depuis son arrivée au pouvoir. Nous

pensons que Maduro, surtout après l'autoproclamation de Juan Guaidó comme président intérimaire en janvier 2019, se doit élargir sa base d'appui au sein de la coalition chaviste.

Ces derniers jours, la presse a fait état de membres dits modérés du PSUV qui tentent de négocier une voie de sortie avec des représentants de l'Union européenne. Ils auraient proposé de diriger un gouvernement de transition sans Maduro et d'autoriser l'entrée de l'aide humanitaire dans le pays. Plus bas, dans ce rapport, nous citons les pourparlers en cours à ce sujet.

Si ces personnalités politiques sont mises de côté, les chances de Maduro de s'en sortir à sa guise pourraient diminuer considérablement. Même si Maduro n'a pas l'intention de se retirer, fermer l'option des négociations - dans lesquelles il pourrait s'engager même si ce n'est que pour gagner du temps - serait en fait une erreur. En outre, comme déjà signalé, le Haut Commandement des Forces armées est généralement favorable à l'engagement de négociations avec l'opposition et les acteurs étrangers comme solution à la crise. Cette instance ne souhaiterait pas que le gouvernement adopte une position intransigeante et s'enlise dans un combat à long terme alors que le niveau de vie se dégrade sans cesse.

### Hésitations concernant l'utilisation des forces policières

La réticence du gouvernement à déployer des forces militaires et des forces de sécurité régulières pour contrôler l'ordre public s'est manifestée lors de la récente panne de courant de cinq jours qui a commencé le 7 mars [voir à ce sujet [l'article publié sur ce site en date du 22 mars 2019](#)]. Des émeutes et des pillages ont été signalés dans plusieurs villes, les magasins et les commerces de Maracaibo, la deuxième ville la plus peuplée du pays, étant les plus touchés. Alors qu'en vingt ans d'histoire, le régime chaviste a généralement eu une attitude qui ne manifestait pas une grande inquiétude face au pillage de magasins, les événements des deux dernières semaines s'inscrivent dans la tendance récente de limiter le déploiement en masse de la Garde nationale (GNB) et de la Police nationale (PNB).

A Maracaibo, ces forces ont été mobilisées sous la forme d'unités encadrées à peine par deux douzaines d'officiers, pour ne faire que des tentatives à moitié foireuses d'arrêter des pillards qui comptaient plusieurs centaines de personnes. Une fois qu'ils n'ont pas réussi à les arrêter, ils se sont simplement tenus debout et ont regardé ou, dans certains cas, se sont joints à eux. Plusieurs centres commerciaux, des grands et petits supermarchés et entrepôts appartenant à des entreprises alimentaires ont été saccagés et vidés. Les pillards ciblent plus que la nourriture : ils emportent des réfrigérateurs, des cuisinières et des vêtements, ainsi que des ordinateurs, des toitures d'aluminium, des pièces détachées. Y compris des véhicules de transport sont démontés. Selon l'antenne locale de la plus grande chambre de commerce (Fedecámaras), au moins 500 entreprises ont été touchées par les émeutes. Certaines ont été incendiées.

Selon une source bien informée, une partie des émeutes et des pillages n'ont pas été spontanés, mais commandés par le gouverneur de l'Etat de Zulia, Omar Prieto, un membre du PSUV connu pour ses déclarations incendiaires et son orientation radicale. O. Prieto a ordonné à ses partisans de détruire les installations d'Empresas Polar, l'un des plus anciens et des plus grands conglomérats du pays. Cette firme a longtemps été la cible d'intimidation et de contrôles envahissants du gouvernement. L'ordre n'a été exécuté que partiellement : les entrepôts Polar ont été pillés mais pas complètement détruits. Par la suite, O. Prieto a reproché aux entreprises privées d'accaparer des biens, de détenir des stocks au lieu de les vendre.

Selon les mêmes informations, l'absence notoire de déploiement de la GNB pendant les émeutes de Maracaibo s'explique, en partie, par la réticence du gouvernement Maduro à déployer des unités militaires stationnées dans des Etats frontaliers, tels que Zulia [proche de la frontière colombienne]. A partir du 23 février - date à laquelle l'opposition a tenté de faire entrer une aide humanitaire dans le pays - les membres des forces de sécurité

stationnées près de la frontière ont commencé à désertir et à passer en Colombie pour demander l'asile. Selon la presse, plus de 600 soldats et policiers se sont enfuis en Colombie au cours du mois dernier [la presse colombienne indique aussi que ces déserteurs ne reçoivent pas un appui en termes de logement, de nourriture et que la déception est grande - réd. A l'Encontre]. « Il est peu probable que les unités militaires le long de la frontière se mobilisent beaucoup, qu'elles soient issues de la GNB ou de l'armée », indiquent diverses informations, soulignant que ces unités sont les plus surveillées par les services de renseignement militaire. Ces unités sont les plus susceptibles de subir d'autres désertions, et les déserteurs en Colombie sont en contact avec leurs anciens collègues qui restent au Venezuela. Dès lors, le gouvernement ne peut risquer de déployer ces unités pour qu'elles désertent en grand nombre ou refusent de se conformer aux ordres.

Nous pensons que, compte tenu de son manque de confiance dans les forces de sécurité régulières, la capacité du régime à résister à une longue campagne de protestations de rue n'a jamais été aussi faible. Cependant, l'opposition a jusqu'à présent choisi de ne pas tester la force du régime dans les rues et s'est abstenue d'organiser des manifestations dans des zones typiquement sensibles pour le gouvernement. A Caracas, par exemple, l'opposition n'a pas encore tenté de marcher de l'est vers l'ouest de la ville, comme elle l'a souvent fait lors des manifestations de 2017. Cette année-là, le régime a violemment réprimé ces tentatives en utilisant la GNB et la PNB, et des dizaines de partisans de l'opposition ont été tués. Comme nous le rapportons ci-dessous, l'opposition envisage maintenant de tester à nouveau le gouvernement dans les rues avec une marche vers le palais présidentiel.

### Les plans de Guaidó et leur difficile concrétisation

L'équipe de Juan Guaidó a récemment reçu une évaluation de services de renseignement sur les difficultés à prendre le contrôle des forces gouvernementales en cas de transition, compte tenu des opérations de sabotage prévues qui commenceraient le premier jour et dont certaines pourraient déjà avoir commencé. Nous avons pu examiner une partie du document qui porte sur les plans existants visant à paralyser les capacités opérationnelles et administratives d'un nouveau gouvernement, à protéger les membres du régime, à détruire des renseignements sensibles et à retarder, intercepter et bloquer les opérations de renseignement du nouveau gouvernement.

Ces opérations seraient menées sous les ordres et la supervision du Commandement stratégique opérationnel des forces armées (CEOFANB - une des six branches des forces armées) et comprendraient l'entrave au versement des soldes et à l'accès à l'information, ainsi que la suppression de toutes les bases de données des ministères et de la firme pétrolière PDVSA, de tous les enregistrements audiovisuels et des dossiers des enquêtes, actuelles et passées, des forces de sécurité, et la destruction des anciens dossiers qui n'ont pas été numérisés. Dans le service de renseignement policier (SEBIN), le plan prévoit la suppression des bases de données sur les salaires, les dossiers sur les sources et les réseaux de renseignement, et les rapports concernant les budgets ordinaires ou tenus secrets. Le document indique que des officiers militaires cubains ont récemment exhorté leurs homologues vénézuéliens à détruire tous les registres des échanges de pétrole contre services entre Cuba et le Venezuela qui datent de 2005 et par la suite.

Les analyses notent que la plupart des spécialistes en technologie de l'information appartenant aux organismes gouvernementaux sensibles ont été idéologisés et formés à la sécurité des communications à Cuba. Il serait donc difficile de les remplacer ou de les congédier à court terme sans compromettre les organismes de base du gouvernement. Le document poursuit en avertissant que ce niveau d'infiltration constitue un risque pour l'intégrité et la disponibilité de la plateforme informatique et des informations qui y sont stockées et gérées. Toutes les tâches et opérations civiles et militaires d'un nouveau gouvernement seraient également compromises.

Une source du CEOFANB, citée dans le document auquel nous avons eu accès, met en garde contre le fait que le but des plans est d'attaquer « de l'intérieur » un gouvernement non chaviste et d'entraver sa capacité à fonctionner. Il y a une deuxième partie du document qui fait des recommandations pour contrer ces plans, mais nous n'y avons pu

accès.

## Négociations et chantages multiples

Le 21 mars 2019, le député de l'Assemblée nationale (AN) Roberto Marrero a été arrêté. Depuis que Juan Guaidó a invoqué la Constitution pour devenir président intérimaire, Marrero était son chef d'état-major et un acteur politique clé dans le cercle de Guaidó. Les relations entre Marrero et Guaidó - deux membres de Voluntad Popular/VP-Volonté populaire - n'ont pas été sans désaccords, car Marrero n'aimait pas avoir à traiter avec d'autres personnalités qui suivent les ordres du principal dirigeant de VP, Leopoldo López [emprisonné, puis en résidence surveillée depuis août 2017]. Comme nous l'avons rapporté en septembre 2018, López a pensé expulser Marrero de VP après avoir expulsé Luis Florido, qui à l'époque courtisait d'autres partis pour l'aider à devenir un président - position qui finalement a échoué à Guaidó.

Avant l'arrestation de Marrero, l'équipe de Guaidó travaillait sur deux plans.

Le premier visait à apporter au pays, par moyens détournés, de grandes quantités d'aide humanitaire, dès ce week-end [23-24 mars]. Les volontaires ont commencé à recevoir des messages leur disant d'être prêts à se mobiliser sous peu. Nous n'avons pas encore évalué si l'arrestation de Marrero a obligé à un changement de plan.

Le deuxième prévoit une marche organisée dans Caracas en direction de Miraflores, le palais présidentiel, qui aurait dû coïncider avec l'arrivée de l'aide humanitaire. La marche serait appelée par surprise, à la dernière minute. L'équipe de Guaidó estimait que, compte tenu de la nécessité urgente de faire pression sur le gouvernement et de faire pression pour une solution avec le gouvernement, la marche sur Miraflores devait être convoquée dans un délai de deux à trois semaines, au plus tard.

En ce qui concerne la motivation du gouvernement à arrêter Marrero, l'équipe de Guaidó pense que l'ordre vient de Diosdado Cabello [le représentant de la fraction des militaires les plus liés au gouvernement Maduro], et qu'il est destiné à sanctionner le non-respect de ce qui avait été promis lors d'une réunion tenue peu avant le 23 janvier, et parce que Marrero avait refusé de rencontrer l'ancien Premier ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero cette semaine à Caracas [selon la presse espagnole, Zapatero avait comme objectif de négocier le paiement de la dette de quelque 200 millions de dollars que l'Etat vénézuélien doit à la firme espagnole transnationale de tourisme : Globalia ; à cette tâche typiquement social-démocrate s'ajoutaient divers contacts dits diplomatiques et qui ont été dénoncés par le gouvernement espagnol de Pedro Sanchez, voir plus bas]. L'arrestation de Marrero participerait aussi à l'objectif suivant : pousser Guaidó à accepter une négociation ou un accord. Ces derniers temps, Marrero avait été l'homme de liaison entre López et Cabello.

## Quand Zapatero atterrit à Caracas

Vicente Díaz, ancien responsable du Conseil national électoral (CNE), [clairement opposé à toute intervention impérialiste directe au Venezuela], est en pourparlers avec les envoyés du gouvernement pour parvenir à une solution négociée. Díaz y a travaillé à la demande d'Acción Democrática (AD) et Un Nuevo Tiempo (UNT) [scissions de l'Action démocratique, constitué en partie en 2009]. La proposition en cours de discussion - préparée par Díaz - est d'organiser des élections présidentielles dans 90 jours après un accord et de permettre à Maduro de se présenter. Trois des cinq responsables actuels du CNE démissionneraient et seraient remplacés par deux personnes nommées par l'opposition et une par le gouvernement. L'élection se déroulerait selon un ensemble de conditions convenues, dont la présence d'observateurs techniques impartiaux.

Zapatero est venu à Caracas pour participer à ces pourparlers, qui visent à trouver une solution électorale et à offrir

des voies de sortie à Maduro, y compris pouvant s'exiler en Espagne ou dans d'autres régions d'Europe s'il perd l'élection. Une réunion a eu lieu au domicile de Díaz entre les envoyés de l'opposition et Maduro, ainsi que Zapatero. Le ministre des Communications, Jorge Rodríguez, et le président de la CNE, Tibisay Lucena, étaient présents. La liste complète des invités n'est pas encore publique.

Selon une source de l'opposition, Guaidó serait prêt à accepter un tel accord, s'il implique la fin de « l'usurpation de la présidence par Maduro ». Une partie de la proposition a été suggérée par le groupe de contact de l'UE, qui étudie différentes options électorales avec les deux parties [opposition et gouvernement] et serait disposé à apporter son soutien.

Dans les cercles de Guaidó et López, ils ne sont pas disposés à soutenir une option militaire avec une aide étrangère. Les partisans de la ligne dure de l'opposition ont fait pression pour que l'Assemblée nationale [dans laquelle l'opposition détient la majorité] invoque l'article 187 de la Constitution, qui habilite l'AN à approuver les opérations militaires des forces étrangères dans le pays. M. López a déclaré que la seule façon dont il approuverait le recours à cet article serait qu'il ait l'appui d'un membre haut placé de l'administration Trump, ce qui constituerait un signal indiquant la position de force de l'opposition. (Rapport publié le 22 mars 2019 par Caracas Chronicles ; traduction A l'Encontre)

### Note

[1] Selon sa propre définition : « Le Front Francisco de Miranda (FFM) a été fondé le 29 juin 2003 à La Havane par les commandants Hugo Chávez et Fidel Castro Ruz, pour répondre au besoin de la révolution vénézuélienne d'avoir des acteurs sociaux solides et actifs dans la population, comme l'exigent les processus profonds de changement, de réforme et de transformation. C'est une organisation politique disciplinée, anti-impérialiste, dynamique et organisée, fondamentale dans la lutte pour l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et pour l'égalité sociale au Venezuela. C'est un instrument qui soutient les Missions [initiatives d'aide, avant tout dans le domaine médical et animées par des médecins cubains] et contribue au développement positif des programmes promus par le Gouvernement Révolutionnaire au profit des classes les plus humbles, en correspondance avec l'idéologie bolivarienne et la pensée du Commandant Chávez : « Nous sommes dans tous les coins du pays jour après jour à donner notre vie pour réaliser une société plus juste, d'égaux, pleine de solidarité, de fraternité et consacrée à une aide humanitaire désintéressée, sans rien attendre ou recevoir en échange sauf la prospérité de notre pays. » Aujourd'hui, il s'agit du bras politico-militaire du régime Maduro. (Rédaction A l'Encontre)